

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-abime-entre-les-illusions-et-les-effets-de-la-ZLEA-ALCA-Claudio-Katz>

L'abîme entre les illusions et les effets de la ZLEA (ALCA) Claudio Katz

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - ALENA, TLC US-UE -

Date de mise en ligne : dimanche 16 février 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) est un projet stratégique des Etats-Unis destiné à la consolidation de sa domination dans la région, à travers de nouveaux mécanismes de pénétration commerciale, davantage de contrôles sur l'investissement et de formes raffinées de supervision de flux financiers. Cependant, la mise en oeuvre de ce plan s'est accélérée d'une manière brutale au cours des derniers mois en raison de trois nécessités conjoncturelles de la grande puissance : atténuer les effets de la récession économique imminente, arrêter la progression européenne dans la zone et renforcer les alliances militaires face à la détérioration de plusieurs régimes politiques latinoaméricains.

La ZLEA a commencé à se dessiner il y a sept ans mais elle a été gelée jusqu'à 1998. L'initiative a pris un nouvel élan sous la présidence de Bush, et lors des sommets récents de Buenos Aires et de Québec la proposition d'avancer la date du début de l'accord à l'année 2003 est apparue. La motivation immédiate des Etats-Unis est la recherche d'un débouché commercial extérieur face au ralentissement de leur économie. A la différence de l'Asie et de l'Europe, la région constitue une niche exportatrice pour les compagnies nord-américaines, qui pourraient augmenter sensiblement leurs exportations si le dollar commence à décliner dans la prochaine période [1].

La ZLEA vise à freiner la concurrence européenne en entravant les négociations d'autres accords de libre-échange qui mettent en avant particulièrement l'Espagne à travers les Sommets ibéro-américains. Face à ce défi, les 500 corporations américaines plus liées à l'Amérique Latine font pression pour accélérer la ZLEA, en prenant comme modèle la législation de l'ALENA américaine, les clauses commerciales de l'OMC et la discipline financière du FMI. Les négociations, au début secrètes, sont déjà de notoriété publique et rencontrent une forte opposition aux Etats-Unis de la part du secteur non internationalisé de l'industrie, qui pourrait perdre des positions avec l'accord. Ses représentants ont réussi à empêcher que le Congrès donne à Clinton (et jusqu'à maintenant aussi à Bush) le "fast track" nécessaire pour pouvoir souscrire les accords d'une manière accélérée.

Le poids de la motivation politico-militaire pour signer la ZLEA est moins visible mais plus décisif. Depuis plusieurs années, une escalade de rébellions populaires, rurales et urbaines, avec un haut niveau d'organisation et de demandes sociales claires agite plusieurs pays de l'Amérique Latine. Ces mouvements accentuent l'érosion des différents systèmes politiques qui ont perdu de la légitimité par leur incapacité à satisfaire les réclamations populaires. Le manque de confiance dans les régimes en vigueur précipite l'interruption des mandats (le Pérou), la désagrégation des gouvernements (l'Equateur), l'effondrement des Etats (la Colombie) et la désintégration des partis traditionnels (le Venezuela, le Mexique)

"Préserver la stabilité" face à ces bouleversements est une priorité du gouvernement américain qui identifie ces crises à l'affaiblissement de sa "responsabilité dans la sécurité continentale". A travers la ZLEA, il essaie de renforcer son intervention militaire en sous main en Colombie, le réarmement régional associé à la "lutte contre le trafic de drogues", les exercices à caractère belliqueux type Vieques et la pression diplomatique pour aligner les gouvernements latino-américains dans des sanctions contre les pays diabolisés par le Département d'Etat (Cuba, l'Irak, la Libye, la Corée du Nord). Les Etats-Unis ont réussi à désactiver le développement nucléaire indépendant du Brésil et de l'Argentine et ils prétendent maintenant généraliser au niveau international ces exemples de discipline afin d'avancer avec le projet d'armements du bouclier anti-missiles.

Les vieux arguments du néolibéralisme

Actuellement, personne ne met en doute que la ZLEA est un projet hégémonique des Etats-Unis. Cependant, au

bout d'une décennie de prééminence idéologique néo-libérale, certaines voix idéalisent cette domination. Si traditionnellement la suprématie d'une grande puissance était l'objet d'une critique immédiate et des accusations d'impérialisme et de colonialisme, on entend aujourd'hui des arguments qui revendiquent l'opportunité de cette domination. Les justifications anthropologiques, géographiques ou raciales sont brandies pour ceux qui affirment que la ZLEA va servir pour contrecarrer "le manque d'esprit entrepreneur des latino-américains". Ils prédisent que si la région perd l'opportunité de s'aligner derrière le leadership américain, elle ne pourra pas échapper à son destin de pauvreté et de décadence [2].

Cependant, il est très difficile de démontrer que l'Amérique Latine a été parfois dissociée de ce parrainage et tout spécialement pendant la dernière décennie de régression économique et sociale.

Les quatre grands déséquilibres subis par la région dans cette période - endettement extérieur, spécialisation exportatrice, échange inégal et contraction du pouvoir d'achat - ne sont pas la conséquence de son éloignement des Etats-Unis. Ils expriment, plutôt, les effets du resserrement des rapports de subordination avec cette puissance. Les crises économiques subies par la région n'obéissent pas à des tares endémiques des latino-américains mais à l'insertion de la zone dans le marché mondial et à la croissance de sa dépendance [3].

D'autres analystes arguent qu'actuellement "les marchés intérieurs ne sont pas suffisants pour sortir du sous-développement" et soulignent que la ZLEA va contribuer à perfectionner "notre compétence exportatrice" et va favoriser l'entrée de la région dans le " plus grand marché du monde" [4]. Mais, quels sont les symptômes d'affaiblissement des marchés intérieurs ? L'opulence du pouvoir d'achat et les niveaux de consommation de la population ? Et comment les produits latino-américains vont pouvoir pénétrer dans le marché le plus compétitif et le plus exigeant du monde ? De quelle manière vont être renversées les différences de productivité très profondes qui jusqu'à maintenant ont limité cette entrée ? N'importe quelle de ces interrogations mettent en question les croyances naïves d'un décollage régional soutenu avec la ZLEA. Cependant, les "leaders d'opinion" n'opposent pas ses illusions avec la réalité des événements mais seulement confirment leur confiance dans l'augmentation des exportations et l'afflux d'investissements.

Nombreux parmi les promoteurs de la ZLEA sont aussi des partisans de la dollarisation, même s'ils n'apportent pas de preuve quant à son bien-fondé pour les économies centraméricaines qui ont adopté cette politique de change (Guatemala, El Salvador). Ils ne mentionnent pas non plus qu'en Equateur, ce modèle a été appliqué comme un moyen d'urgence face à l'effondrement financier. Le seul pays qui l'a appliqué pendant une longue période (Panama) ne peut pas être présenté en tant que modèle d'éradication de la pauvreté et du chômage. Dans les dernières décennies, cette nation a dû se soumettre - comme n'importe quel débiteur régional - à 17 programmes de stabilisation du FMI [5].

Il est évident que la dollarisation est associée avec le projet de la ZLEA mais elle n' en est pas la condition, puisque qu'il existe au sein du gouvernement américain de fortes divergences quant à l'utilité de cette alternative. C'est pourquoi, jusqu'à maintenant, les nations latino-américaines qui ont renoncé à la souveraineté de leur monnaie n'obtiennent, en échange, aucune aide de la part de la Réserve Fédérale afin d'intervenir en tant que bailleur du dernier ressort face aux crises bancaires. Si dans les petites économies commercialement intégrées aux Etats-Unis, l'impact de cette asymétrie peut être tolérable, pour l'Argentine ou le Mexique cette inégalité pourrait avoir des conséquences dévastatrices. Pour le moment, l'intérêt américain dans la ZLEA est fondamentalement commercial et il n'est pas assujéti à un progrès de la dollarisation.

Neuf zones de concessions sans contrepartie

A medida que la negociación avanza se escuchan menos alegatos a favor de la "hermandad" y la "integración" de los americanos y más reclamos de las corporaciones estadounidenses en distintas áreas de la economía.

Au fur et à mesure que la négociation progresse, on entend moins de plaidoiries en faveur de la "fraternité" et de "l'intégration" de la part des américains et plus de réclamations des corporations américaines dans des différentes zones de l'économie.

Au niveau des services, les groupes américains aspirent à entrer dans les affaires touchant l'éducation et la santé. Ce sont des activités particulièrement rentables car la classe moyenne élevée de la région a tendance à avoir recours à des prestations privées face à la débâcle des services publics. Dans le secteur des investissements, un projet de loi fait actuellement l'objet d'un débat afin d'octroyer aux compagnies étrangères le droit de faire appel aux tribunaux internationaux avec plus d'attributions que les systèmes juridiques nationaux. Ces régimes sont en vigueur dans l'ALENA et ils ont confirmé des indemnités en faveur de plusieurs entreprises qui ont plaidé contre les états du Canada et du Mexique [6].

Au niveau des achats du secteur public, on est en train d'examiner l'élimination des mécanismes d'acquisition préférentielle des biens pour les fournisseurs locaux. Au niveau de la construction, en particulier, les consortiums américains pourront éliminer n'importe quel concurrent qui ne dispose pas d'un accès comparable au crédit international [7].

Au niveau douanier, les négociateurs américains se dirigent vers l'ouverture totale des économies latino-américaines sans accepter, en contrepartie, un plus grand flux d'importations. Les barrières non-tarifaires des Etats-Unis englobent 34% de la nomenclature et elles fonctionnent par un système discriminatoire de plaintes de dumping. Avec ce régime, par exemple, les exportations argentines du miel ce sont vue appliqué une taxe du 60%.

L'agriculture est la zone clé de la convention car tandis que les corporations avancent dans la destruction des réglementations protectrices du petit paysan latino-américain, celles de "l'agro-business" enlèvent toute leur de libre concurrence sur son propre terrain. Le Secrétaire de commerce D.Evans a déjà déclaré que les subventions à l'agriculture pour 97.000 milliards de dollars par an qui sont en vigueur aux Etats-Unis "ne vont pas entrer dans la discussion de la ZLEA " [8]. En plus, cette décision ne dépend pas des négociations avec l'Amérique Latine mais des négociations avec la Communauté Européenne afin qu'elle réduise les subventions équivalentes. Si ce désaccord continue sans être résolu, toutes les attentes des exportateurs argentins dans la ZLEA vont être déçues. Certaines estimations anticipent déjà que le bilan final de cette convention pour l'Argentine serait d'une augmentation du 30-35% des importations et une réduction du 4% des exportations [9]. La ZLEA va définitivement consacrer les droits de brevet qui ont octroyé beaucoup de bénéfices aux secteurs de la haute technologie américaine après la suppression du développement informatique local en l'Argentine et au Brésil. Actuellement, les revenus de l'activité pharmaceutique sont en question, spécialement à cause de la gêne que le programme brésilien de lutte contre le sida produit sur les corporations. Ce plan sauve des vies et soigne des malades mais il ne satisfait pas les exigences lucratives des laboratoires internationaux .

La ZLEA va finalement autoriser les Etats-Unis à continuer de violer les conventions sur la protection de l'environnement. L'ALENA a transformé plusieurs zones frontalières du Mexique en égouts toxiques et on estime à 40% la destruction des forêts dans l'état de Guerrero à la suite de l'évolution de la pollution [10]. La ZLEA va aussi promouvoir une plus grande flexibilité salariale, continuant avec le modèle introduit dans les « maquiladoras » mexicaines.

Si on observe globalement les effets de l'accord dans toutes les zones, il est évident que la ZLEA va faire dépendre le cycle économique régional à l'évolution du PIB américain, en accentuant la vulnérabilité de l'activité productive régionale.

L'échec du Mercosur

La manière dont la ZLEA est planifiée actuellement implique la disparition du Mercosur car l'union douanière sous-régionale ne peut pas subsister dans une zone générale de libre commerce. Pour les corporations américaines, le Mercosur constitue un terrain d'affrontement avec leurs rivaux européens et un cadre déjà obsolète pour la protection de ses activités par des subventions nationales ou régionales.

Le propos américain de fracturer l'association sud-américaine s'exprime clairement dans les propositions des accords bilatéraux avec le Chili qui ont été récemment étendus à l'Argentine. Cependant, la situation de deux pays est très différente car le Chili a une base industrielle réduite et il a développé un commerce complémentaire avec les Etats-Unis à travers des ventes minières, fruitière et du bois. En revanche, l'Argentine garde encore un certain développement industriel propre qui pourrait subir un coup de grâce avec la ZLEA [11].

Mais, incontestablement toute l'artillerie est dirigée contre le Brésil, qui détient le marché le plus appétissant et le tissu industriel le plus autonome des groupes américains. A la différence d'autres nations, le Brésil ne peut pas s'adapter à la ZLEA sans pour autant renoncer aux positions qu'il a conquises dans tous les marchés. C'est pourquoi son gouvernement refuse d'avancer le début de l'accord et cherche un allié stratégique dans le Venezuela.

Ces pressions accentuent la tendance à une dissension interne au Mercosur.

Pour son dixième anniversaire, la détérioration de cette association est reconnue par tous ces promoteurs. Elle n'a pas pu progresser dans la formation d'une monnaie unique ni dans la création des institutions politiques et juridiques régionales. Les accords douaniers n'ont pas pu, non plus, être consolidés puisque le tarif commun n'a jamais pu être appliqué, un tribunal d'arbitrage des conflits n'a pas été créé et les divergences autour des subventions et des systèmes d'achat gouvernementaux n'ont pas été résolus. [12]

Ces différences se sont accrues avec la réaction de chaque pays face à la crise de sa dette. Tandis que le Brésil a choisi la dévaluation du real et l'augmentation des tarifs, l'Argentine a misé sur la convertibilité et sur l'ouverture. Toute la gamme d'économistes et politiques [13] qui continuent à proposer « d'entrer à la ZLEA depuis le Mercosur », n'arrivent pas à expliquer comment cette négociation conjointe pourra s'articuler si, au bout d'une décennie, des accords plus élémentaires n'ont pas pu aboutir.

Propositions pour « l'autre monde possible »

A la différence de la Communauté européenne, la ZLEA n'établit pas des zones homogènes car aucun pays sous-développé tend à s'approcher de l'économie motrice de l'accord. Des transferts budgétaires du nord vers le sud ne sont pas prévus et les différences de niveau de vie qui séparent n'importe quel pays latino-américain des Etats-Unis continuent. La cause des différences entre la Communauté européenne et la ZLEA sont évidentes : la première association est prévue comme un bloc dominant qui défie les Etats-Unis, tandis que la deuxième est une pièce de la domination américaine pour affronter cette bataille. Pour cela, il est très approprié de caractériser cette initiative comme un projet impérialiste et re-colonisateur de l'Amérique Latine. Si ce processus arrive jusqu'au bout, le caractère de la bourgeoisie régionale va changer complètement et la discussion théorique actuelle autour de sa nature dépendante ou transnationale va être tranchée. [14]

Le débat de ces propositions s'insère dans le nouveau climat politique international créé par les protestations contre la globalisation. Les négociateurs de la ZLEA ont déjà expérimenté directement cette hostilité de la rue à Buenos Aires et au Québec. La nouveauté est que plusieurs des manifestants ne se limitent plus à proclamer que « un autre monde est possible » mais ils définissent quel est cet univers souhaité et comment il peut être atteint.

Ce qui est évident c'est l'incapacité de la classe dominante latino-américaine pour affronter un projet intégrateur propre. Les pactes andins et centraméricains ont expérimenté le même échec que le Mercosur est en train de subir actuellement. Si pendant tout le 20ème siècle, les bourgeoisies régionales n'ont pas pu développer le programme bolivarien, dans l'actualité elles ont perdu l'intérêt dans cet objectif car leur niveau d'association avec le capital métropolitain est substantiellement majeur.

Les dix années du Mercosur ont été caractérisées par une dégradation sans précédent des conditions de vie des travailleurs. Au lieu des réglementations de travail communes et des mesures de protection aux salariés, on a multiplié dans les pays en question le travail précaire et la croissance du chômage. Cette expérience permet de conclure qu'un projet d'intégration authentique des peuples doit partir d'autres principes.

D'abord, il doit être fondé sur la satisfaction de revendications de base comme l'augmentation du SMIC, l'assurance-chômage et la gratuité de l'éducation et de la santé. La coordination des politiques pour atteindre ces objectifs suppose de soutenir la solidarité et non pas la compétitivité, d'encourager la stabilité du travail et non pas la mobilité du capital, promouvoir l'amélioration du cadre de vie et non pas l'efficacité des affaires.

Deuxièmement, il n'existe pas une vraie intégration sans enlever l'obstacle de la dette externe pour le développement soutenu comme l'ont démontré les crises mexicaine de 1995, brésilienne de 1998 et argentine de 2000-2001. La cessation de paiements détruit n'importe quel effort de progrès régional et les ajustements interminables du FMI empêchent une reconstruction complémentaire des économies latino-américaines détériorées.

Finalement, l'intégration doit être conçue comme faisant partie d'un processus de transformation socialiste, car le capitalisme constitue un obstacle insurmontable pour surpasser la condition périphérique des pays de la région. Il existe une liaison directe entre le vieux rêve de l'unité latino-américaine et l'établissement de nouvelles formes de propriété et de gestion collective de l'économie.

Nous avons développé ce sujet dans.....

Traduction : Paula Winocur, pour El Correo.

***Claudio Katz** est économiste, chercheur et enseignant à l'Université de Buenos Aires et du Conicet.

[1] Bilbao Luis. "Democracia amurallada". Le Monde Diplo, mayo 2001, Buenos Aires

[2] Penheimer Andres. "Qué se espera para América Latina" (La Nación, 2 de enero de 2001, Buenos Aires), "La posible partición de las Américas" (La Nación 6 de agosto de 2000), "Geografía y cultura : ¿factores de progreso ?" (La Nación 1 de agosto de 2000).

[3] Desarrollamos este tema en Katz Claudio. "Las nuevas turbulencias de la economía latinoamericana". Revista Periferias n 8, 2 do semestre de 2000, Buenos Aires.

[4] Grondona Mariano. "América Latina : ¿se salvará con el ALCA ?" La Nación, 12 de abril de 2001.

[5] Edwards Sebastian. "El dólar no es la cura mágica" (Clarín 13 mayo de 2001)

[6] Barlow Maude. "Area del libre comercio y la amenaza para los programas sociales" The Council of Canadians, www.canadians.org, abril 2001.

[7] IDEP. "Los capitales únicos ciudadanos del ALCA". Nosotros-ATE, marzo 2001, Buenos Aires.

[8] D. Evans. Página 12, 10 de abril de 2001.

[9] Lucita Eduardo. ALCA un proyecto hegemónico. Realidad Económica 178, febrero- marzo 2001.

[10] Documento del "Comité Argentino contra el ALCA", marzo 2001, Buenos Aires.

[11] Quel sera la position définitive de l'Argentine est un mystère car le pays se trouve au bord de la cessation de paiements et d'un éventuel collapsus déflationniste. Tant qu'on ne se sort pas de ce chaos, l'absence de position du gouvernement en faveur du Mercosur ou de la ZLEA. Dans la crise actuelle, on adopte des mesures qui paraissent se diriger vers l'une ou l'autre option mais qui, en réalité, sont des mesures improvisées qui ne suivent aucun objectif clair.

[12] Bouzas Roberto "El bloque puede desaparecer". Página 12 de abril de 2001.

[13] Bordenave Marcela. "Mercosur o ALCA". Pagina 12, 10 de abril de 2001 y Guadagni Alieto. "El ALCA desde el Mercosur". La Nación, 29 de marzo de 2001.

[14] James Petras sugiere que este cambio ya se ha producido. (James Petras suggère que ce changement a déjà été produit.....) Rebelión 17 de marzo de 2001 y Página 12, 13 de mayo de 2001.